

Les Débats

JOURNAL POPULAIRE

1ère ANNÉE No 45
7 OCTOBRE 1909
REDACTION et ADMINISTRATION
21, 23, 25, RUE SAINT-JACQUES
Montréal, P. Q.
ABONNEMENTS:
MONTRÉAL, (à domicile),
par poste ou par messenger) \$1.50 par an
CANADA ET ÉTATS-UNIS 1.00
EUROPE ET ÉTRANGER 1.50
LE NUMÉRO: DEUX SOUS
Spécimens adressés sur demande.
Paraît le dimanche matin

Ni vendu ni à vendre à aucune faction politique.

ÇA NE SE VEND PAS

LES DÉBATS ne sont ni vendus ni à vendre. Nous avons cru devoir en faire la déclaration, dimanche dernier, à la première réunion tendant à dire qu'un clan rouge cherchait à s'accaparer de notre journal.

Voici ce qui s'est passé.

Ces jours derniers, le propriétaire des DÉBATS recevait la lettre suivante :

Monsieur,

Pour faire suite à la conversation que j'ai eue avec vous, je m'engage par la présente à vous payer, à tous les lundis de chaque semaine, la somme de \$50.00 ; en retour, je devrai avoir le contrôle politique complet du journal, c'est-à-dire que j'aurai la liberté de faire paraître les articles et notes politiques que je jugerez (sic, resic) à propos, et ce, à partir de lundi le 17 septembre, et je devrai continuer ce paiement jusqu'à trois semaines après les élections fédérales prochaines.

(Signé) L.-JOS. TARTE

L'une ou l'autre des parties pourra mettre fin au présent arrangement quand bon lui semblera (1).

Or, tous nos lecteurs ont jugé que, à partir du 17 septembre non plus qu'aujourd'hui, LES DÉBATS ne se sont soumis à la dictée de personne, comme il appert d'un article de Thibaudau, intitulé : *Le dernier "show"* suivi d'un autre article de Jules Vernier et intitulé : *La fin d'un monde*, publiés simultanément en première page de notre édition du 23 septembre.

D'autres démarches furent subéquemment faites par M. L.-Jos. Tarte et, finalement, ces jours derniers, telle assurance que le public crut, un moment, que la politique avait réussi à balancer un journal jusque-là renommé pour son franc-parler.

Mais M. Tarte n'a pu trouver, dans la rédaction des DÉBATS, un seul traître qui voulait se prêter à la prostitution de notre œuvre, et, voyant les préparatifs que nous avions déjà faits pour continuer quand même notre propagande, M. Tarte a constaté qu'il était inutile d'acheter des choses si les plumes restaient libres.

C'est pourquoi LES DÉBATS se présentent aujourd'hui, devant le public, indépendants comme toujours et comme ils ne cesseront de l'être aussi longtemps que je serai directeur du journal ; et tant que Jules Vernier, Charles Gill, Stanislas Coté, Paul Bertin, Thibaudau, Stanislas Prudhomme, Louis Dantin, Gaston de Montigny, P. L. M., Jean Charbonneau, Frédéric Pelletier, Ernest-L. Tremblay, Basili, Jean Migeon, Jos. Saint-Hilaire, A.-G. Way, Emile Nelligan, Arthur de Bussière, Charles Dupré, Colombine, Michaud, George LeBlond et Henry d'Elis tiendront la plume aux DÉBATS, c'est que notre feuille ne portera aucune souillure.

Louvigny DeMONTIGNY

LE DOUTE

Pitié pour cet enfant que le doute a blessé ;
Pitié pour ces tourments, pitié pour sa misère ;
Priez pour lui, priez pour ce front délaissé,
Vous qui trouvez la vie une charge légère.

Oh ! sous sa ceinture pas la profonde douleur
Qui tourmente cette âme à l'œil réveur et morne ;
Vous ignorez le feu qui dévore ce cœur
Qu'il saigne sous le poids d'une peine sans borne.

Vous ne connaissez pas l'affreux problème noir
Qui hante ce front pâle et tristement incliné,
Et, lorsque vient la nuit, le sombre désespoir
Qui dans cette âme en peine enfonce son épine.

Son martyre est affreux ; n'allez pas l'insulter,
Ne troublez pas cette âme au fond des noirs abîmes
Où Dieu lui fait errer. Dieu seul peut la juger,
Lui seul a le secret de ces pauvres victimes.

Respectez sa douleur, et n'arrachez jamais
De ce cœur tout meurtri qui gémit sous le doute
Le dernier flot de sang. Souvenez-vous, dans votre prière,
Priez pour lui, priez, et que Dieu vous écoute.

J. SAINT-LAURENT.

L'ENNEMI !

Le tartisme, voilà l'ennemi !
Qu'est-ce que le tartisme ?
Le tartisme c'est la tache d'huile qui s'étend, s'élargit, couvre et souille tout ce qu'elle touche.

Le tartisme c'est la guillotine sèche qui fauche toute tête ayant l'audace de se tenir droite en face du maître ; c'est la meute des politiciens tarés, des journalistes sans conscience lancés à la curée de tout être qui croit que la race, le pays sont au-dessus des partis et surtout au-dessus de la prospérité d'une famille.

Le tartisme c'est l'étranglement, l'étouffement de tout ce qui est juste, grand, indépendant et de tous ceux qui ne veulent pas pour la flûte devant le char triomphal du ministre des Travaux publics.

(1) Nous croyons devoir pousser la fidélité dans la reproduction jusqu'à respecter l'orthographe de cette rédaction. Mais nous ne pousserons pas la tyrannie jusqu'à demander à l'auteur combien il compte de lundis de sa semaine.

Le tartisme c'est l'honorable M. Tarte, vice-président de la Fédération Impériale au Canada, et plus français que Jacques Bonhomme, en France.

C'est l'honorable M. Tarte dénonçant l'alliance franco-russe en termes déshonorants pour plaire à des Anglais, dans un banquet d'Ontario, et se proclamant peu de temps après, à Paris, plus français que les Français.

C'est l'honorable M. Tarte, invitant les Français, nés sur les bords de cette Seine qu'il aime tant, à venir au Canada et les faisant traiter comme des forçats, dans le journal de ses fils, une fois que ces Français sont rendus sur les bords du Saint-Laurent.

Le tartisme, en un mot, c'est l'opportunisme dans toute sa hideur ; l'opportunisme sans l'excuse des sacrifices que la patrie meurtrie et saignante impose aux meilleurs de ses enfants.

Le tartisme, c'est l'argent employé aux pires besognes politiques ; c'est la puissance du métal corrompu mise au service d'un parti pour fausser l'expression de la volonté nationale et lui donner le pouvoir.

En langage de politicien, cela s'appelle le talent d'organisation.

Or donc, l'avachissement des uns, la complicité des autres et la protection toute-puissante du chef du gouvernement les ayant faits redoutables, les Tarte se sont gonflés au point de ne pouvoir supporter la moindre critique.

LES DÉBATS étant indépendants, gênants, il fallait les supprimer. Fadaïses ! on les achèterait et tout serait dit. Les rédacteurs, ces crève-faim, écriraient toutes les vilénies qu'on voudrait, moyennant salaire.

Et les Tarte ont acheté les DÉBATS ; mais ils ne les ont pas reçus, attendu qu'il fallait pour les leur livrer le consentement de la rédaction.

Au fait, pourquoi les Tarte voulaient-ils acheter les DÉBATS ?

Pour les continuer ? Allons donc ! ils savent, aussi bien que nous que notre public, nos lecteurs, c'est-à-dire nos amis, les auraient lâchés dès le premier numéro.

Quant à la rédaction, c'était entendu, décidé dès samedi dernier, alors qu'on croyait que l'agonie était commencée.

Tous, sans exception, les 26, sans entente préalable, nous avions décidé que M. Louis-Joseph Tarte ne deviendrait pas notre maître.

Nous avions quitté "la boîte" sans esprit de retour, après une soirée rappelant le dernier banquet des Girondins ; mais à l'appel de notre directeur, et sur le conseil de l'avocat des jeunes, M. Raoul-G. de Lorimier, nous sommes tous revenus, plus décidés que jamais à nous grouper autour du drapeau et à le défendre contre tout venant : rouges, bleus ou panachés comme le sont des tartistes.

Mais alors, pourquoi les Tarte voulaient-ils acheter les DÉBATS ? Pour les tuer, pour supprimer un journal indépendant, et par conséquent plus nuisible que l'organe le plus torse ; pour punir une bande de jeunes fous croyant à la grandeur de la patrie, au respect de la race, de son génie, de ses traditions, au rôle que nous, Canadiens, nous sommes appelés à jouer, mais ne croyant nullement à la grandeur des Tarte, à leur génie, à la pureté de leurs intentions.

C'était là notre crime, il méritait la mort ; l'arrêt fut signé, l'échafaud dressé et nous aurions bel et bien été exécutés, si, au lieu d'être ce que nous sommes fiers d'être, c'est-à-dire des enthousiastes et des honnêtes gens, nous avions été ce que les Tarte croyaient que nous étions.

PAUL BERTIN

UNE INCONVENANCE

Tudieu, messeigneurs ! quelle méchante et provocante insinuation que cette pièce de "Marcelle" représentée la semaine dernière à l'Académie de Musique.

L'étonnant est qu'elle ait pu être jouée six fois de suite sans que des hommes, plus ou moins cités, aient été ajoutés au dialogue.

Il faut avoir une dose de cynisme au-dessus de la normale pour représenter en plein Canada français un drame historique où l'histoire canadienne est travestie au point d'être méconnaissable, et un mépris pour le commun de tout ce qui est français pour représenter les vaillants défenseurs de Québec comme un lot d'idioties lâches et corrompus.

L'auteur de cette diatribe est peut-être très fort en anglais ; en histoire de France c'est un ignorant imbécile. Il met les dragnonnades de Louis XIV sous le règne de Louis XV ; il barbote dans l'épopée de 1759 qu'il ignore et dont il est, du reste, incapable d'apprécier la grandeur.

Et, cependant, il a été applaudi par la clientèle dégingandée de l'Académie qui connaît cependant notre histoire et savait que tout ce qui se disait sur ces tréteaux était mensonge et calomnie.

Mais elle applaudissait, cette foule, parce que l'héroïne, une huguenote, était animée de la haine la plus folle contre la France et les catholiques et qu'à maintes reprises elle s'écriait : je hais la France, je hais les Français, le roi, les catholiques.

Elle a applaudi, cette foule, montrant par cela même combien ces types d'un fanatisme haineux lui avaient fait perdre la notion du juste et de l'injuste, cette phrase sacrilège, criminelle, que l'héroïne lance à je ne sais plus quel acte : "Je trahirais mon pays pour l'homme que j'aime".

La femme qui prononce ces paroles impies, qui déclare être prête à perdre sa patrie pour sauver son amoureux est une Française ; son pays est la France catholique, son amoureux est un Anglais protestant et alors la foule, la foule anglaise de l'Académie, trouve cela adorable et applaudit à tout rompre.

Qu'aurait-elle dit, cette foule, si au lieu d'une Française huguenote, l'héroïne avait été une Irlandaise catholique ; si au lieu de proclamer sa haine pour la France elle avait maudit l'Angleterre et ses côtes de fer et si, enfin, elle avait manifesté la volonté de trahir l'Angleterre pour sauver son amoureux, un catholique ?

Elle aurait hurlé, sifflé, empêché la représentation. C'est ce qu'il nous faut à faire les Canadiens qui ont été à l'Académie cette semaine : ils ont eu tort.

Cette pièce est non seulement inconvenante, elle est d'un naturalisme qui dépasse d'un bon bout celui de Zola.

Il y a, au dernier acte, une scène de tentative de viol qui serait difficile de rendre avec plus de vérité que n'en mettent les acteurs dans leur jeu.

LUI, ôte son pourpoint, son épée ; un moment on a pu croire qu'il oserait en lever encore quelque chose. Quant à ce qui s'est passé après ce déshabillage nous aimons mieux ne pas le raconter de peur de nous faire traduire devant les tribunaux.

La foule anglaise n'a pas bronché ; si les gosses que nous ne voulons pas décrire avaient été dits en français par une troupe française, cette foule se serait levée indignée et aurait quitté en masse le théâtre.

Elle ne l'a pas fait ; elle a eu tort. L'administration méritait cette leçon.

S. PRUD'HOMME

LA PIEUVRE

Celui de nos hommes publics, qui a "Israël" pour prénom, et "Tarte" pour nom, est, aujourd'hui, plus qu'une anguille politique : c'est une pieuvre, dans cet ordre de choses.

Plus sangsue, dès que ses ventouses et ses suçoirs lui ont rempli le ventre, se décolle des chairs. La pieuvre, aux longs et multiples tentacules, saisit sa proie, de près comme de loin, l'enferme dans ses bras visqueux, l'étouffe, la dépêche et la dessèche sans ce repaître, sans lâcher.

Un jour, les conservateurs découvrirent, quelque part, dans les marais pontins du Canada, une vermine, un plumeux souffreteux, halotant et névrosé. Ils le nourrirent, le réchauffèrent "sur leur sein", alors, comme depuis, rongé de microbes capiteux.

De cette convection est sorti un produit politique monstrueux. Le nourricier fut le premier mordu par le nourrisson.

Plus tard, par la métamorphose libérale, la vermine est devenue pieuvre, grâce au milieu et à l'époque où la corruption politique dépasse tout ce que l'on a jamais vu comme avilissement de mœurs.

Que ce soit là, la Tarte politique que tout le monde connaît, nous nous en remettons à la conscience publique.

Pou nous importe la vie privée de cet homme. Nous ne voulons pas lui toucher ses os et sa chair. C'est là un sanctuaire inviolable. D'ailleurs nous sommes prêts à admettre que Monsieur Tarte est bon citoyen, bon père, bon époux et bon catholique ; c'est dire que nous ne sommes animés d'aucun sentiment méchant à son égard.

Mais nous parlons politique, c'est le politicien que nous attaquons.

Aujourd'hui, Israël Tarte est collé au flanc du parti libéral, pour n'en décoller que quand ce parti sera cadavre. Il le tient par la tête et par la queue, par le milieu et par tout le corps.

Qui aurait jamais supposé que le confident intime des Lauriers, des McCreary, des Connolly, l'ex-conservateur Stalwart, qui, en une occasion échappa gratta si durement Laurier qu'il lui enleva une couche de vernis, épaisse d'un pouce au moins, arriverait à en faire assez sa chose, pour contenter, en son nom, sa gourmandise incommensurable ?

Comment le politicien, qui avait trahi toutes les causes, s'est-il assez insinué dans la faveur du général d'un grand parti, qu'il avait jusqu'à la combattue par l'outrage et la calomnie, pour devenir, non seulement de dicton, mais de fait, maître de toute une administration ?

C'est une question.

Des bonnes âmes croiront à la magie noire, aux passes, à l'influence magnétique.

Le secret n'est pas, à notre humble avis, aussi merveilleux.

Pour qui connaît les bas-fonds de la politique canadienne, il n'y a là aucun phénomène.

La politique canadienne, malgré ses professions de foi, ses programmes d'honnêteté, de patriotisme, de pureté administrative, ne vit que par le dessous immoral. Les hommes de parti l'ont fait ce qu'elle est. Ce n'est plus une doctrine dérivée des principes, qui sont les vraies assises des institutions saines d'un pays, mais bien le code égoïste et malpropre, que suggèrent les appétits et les cupidités personnelles.

Dans une atmosphère aussi viciée, les productions instantanées sont tout naturelles.

L'alliance de Tarte et de Laurier, la servilité abjecte des mercenaires, des aventuriers, des flibustiers, des grenouilles de parti, qui supportent ce mariage illégitime d'un polygame politique avec la personne kaléidoscopique qu'est notre premier ministre, ne doivent donc pas surprendre.

Rien de mystérieux là-dedans.

C'est un fait tout simple, résultant de la dégénération de nos mœurs politiques.

Alors pas nécessaire de recourir à la philosophie transcendante, ni à la philosophie de collège, dont nous sommes frais émoulus, pour comprendre ce qui se passe à Ottawa et à Québec.

Tarte, maître à Ottawa, est maître à Québec, comme à Halifax, à Saint-Jean, partout.

Arrive la fin du premier ministre de notre province — un honnête homme, celui-là — Tarte, les cendres du mort à peine refroidies, fond sur Québec, et pose les scellés sur la succession. Et immédiatement, après l'enterrement, le maître dispose cyniquement de biens politiques que lui, ministre fédéral, devait être le dernier à triporter.

L'autonomie, la liberté d'action des provinces, les garanties constitutionnelles, le danger de l'union législative, créé par cette intrusion du pouvoir fédéral, qu'est-ce que cela peut bien faire à Tarte !

Les chemins de fer, la filature Drummond, les ponts, les dringues, les affaires du beau-père Gauthier, celles des îles, les excursions sur le fleuve où l'on fait laver ses chemises et caleçons au compte du peuple, les voyages à l'exposition où l'on va goûter les douceurs de Paris, et les faire goûter à ses amis, amis et bonnes amies, voilà qui importe à certaines gens haut placés. On dirait que ceux-là qui ont libéral, éminent à quelques-uns des titres de "vagabonds politiques" sont convaincus, une fois au pouvoir, que le trésor public est la même monnaie de leur portefeuille.

Bref, Québec fut saisi par les tentacules de Tarte.

Tarte fit Parent premier ministre, mit à la tête de notre gouvernement le président de la compagnie du grand pont, le factotum du Grand Nord et d'une foule d'autres entreprises, qui entraînent des millions de subsides.

Voilà la paternité des derniers événements politiques, qui comprennent outre la violation de nos garanties fondamentales, sous le rapport de la séparation des pouvoirs, outre l'infraction à la constitution, l'avènement d'un politicien de troisième ordre, et l'élèvement, pour lui faire place, de l'héritier politique directe du bon et loyal Marchand.

Il était un homme que ses longs services à la cause libérale, sa culture intellectuelle, sa magnifique préparation légale et politique, son incontestable popularité, son patriotisme, son patriotisme et son nationalisme, qui en firent le bras droit de Mercier, ce chef immortel des Canadiens, désignaient, avant tout autre au premier poste ; et cet homme a été ignoré, écarté par Tarte.

M. Robidoux a été sacrifié par Tarte.

La dernière révolution de palais à Québec est l'œuvre de Tarte.

Toute la jeunesse libre, dans la province, celle qui n'est pas liée par des accointances avec Tarte, ou ses mignons, était prête à soutenir M. Robidoux, dans une lutte personnelle contre la pieuvre.

Nous aurions parié dix contre un que M. Robidoux eût battu Tarte, dans n'importe quel comté.

Hélas ! il en arrive autrement.

Nous croyions bonnement en notre âme naïve que certains affronts ne peuvent être lavés que par un défi, ou effacés par un coup de poing, et nous voilà face à face avec la retraite des insultés.

Ainsi va la politique.

M. Robidoux, au moins, se retire avec assez d'honneur puisqu'il a refusé le plat de lentille, un portefeuille sous Parent.

Nous ne pouvons en dire autant de M. Horace Archambault. Celui-là, pour ne pas se troubler des luttes de la vie, garde sa grasse position au Conseil Législatif. À défaut de M. Robidoux, la jeune génération politique, commettant la valeur de M. Archambault, comptait sur lui.

Mais il est dit que l'avachissement devant la pieuvre sera général.

Tant pis pour le parti, tant pis pour le pays.

THIBAUDEAU

A lire en 2e et 4e pages :

CONTRE L'IMPERIALISME,

DEBATS DU DOCTEUR A.-T. BROUSSEAU,

DEPECES ET SPORT

NOS EDILES

Dessin de BASILI



Paulo majora canamus

M. LOMER GOUIN

Membre du Comité des Marchés,

Promu à d'autres fonctions.

A nos lecteurs et amis

Aujourd'hui, LES DÉBATS ne sont publiés qu'à quatre pages. Cette réduction de notre format nous est imposée par les annuaires, par la guerre au contenu que nous font les tartistes et dont nous payons les frais sous forme d'un réducteur de recettes.

Nous avons à combattre des ennemis aussi puissants que peu scrupuleux et c'est pour être à même de leur faire face que nous demandons à nos lecteurs, à nos amis, d'accepter le léger sacrifice de quelques pages.

Ce sacrifice ne porte que sur la suppression des reproductions étrangères. Grâce au dévouement, à l'abnégation du personnel des DÉBATS : ouvriers, employés et rédacteurs nous sommes certains de sortir victorieusement de la crise que nous traversons et d'être à même de continuer sans faiblesse, sans compromission, la tâche patriotique que nous avons assumée.

ECHOS

Les voleurs de Budapest détiennent un record, comme on dit dans le monde du sport. Ils ont réussi, dans la nuit de dimanche, à enlever la statue en bronze, de grandeur naturelle, de l'homme d'Etat, Etienne Szechenyi, qui se trouvait sur une place publique du faubourg Schwabenberg. Le travail a été si proprement fait que le socle en granit est resté intact. La police n'a pas encore trouvé aucune piste sérieuse. On peut se demander ce que les voleurs feront de cette statue, qui n'est pas d'un placement facile. Pour eux elle n'a que la valeur du métal, à moins qu'ils ne réussissent à transiger avec la ville et à obtenir une récompense honnête et l'impunité en restituant l'homme d'Etat enlevé.

Éprouvés qu'ils finiront par venir descendre de son piédestal ce bon M. Nelson qui doit trouver le temps passablement long sur la place Jacques-Cartier.

Renseignements pris à bonne source, nous sommes en état de déclarer que les Cadets du Mont Saint-Louis n'ont pas l'intention de prendre part, le 21 octobre, à la célébration de l'anniversaire de Trafalgar. Bravo, Cadets ! Il serait à souhaiter que le lieutenant-colonel Labele et son régiment s'abstiennent, eux aussi, de toute participation à une fête organisée dans le but évident d'humilier les Canadiens-français.

Le lieutenant-colonel, au cours d'une conversation avec un représentant de la Patrie, a déclaré, il est vrai, que lors de l'organisation de la fête, il n'avait pas été question de Trafalgar, mais seulement de l'anniversaire du départ de nos soldats pour l'Afrique-Sud. Il nous permettra cependant de lui rappeler la significative unanimité avec laquelle les journaux anglais, souillés par le général O'Grady-Haly ou quelque autre serviteur du cabinet Salisbury, ont accolé le nom de Nelson à celui du colonel Oiler.

Les gret-apens qu'on veut vous tendre est trop odieux pour ne pas révolter notre âme de Français, et nous espérons que les braves troupes de 65e n'hésiteront pas à rester chez eux le 21 octobre.

Les forts estomacs que sont les Anciens et Honorables Artilleurs du Massachusetts avaient envoyé mercredi soir le fleur de bien pour d'égards de le à un banquet où les bons vins n'ont pas dû manquer, s'il faut en juger par le nombre des discours qui ont fait résonner ce soir-là les échos du Windsor Hall. Il a suffi de parcourir les comptes rendus de l'affaire pour s'apercevoir que les raves canadiens-français qui s'y étaient rendus ont été l'objet de bien peu d'égards de la part des colporteurs appelés à prendre la parole. Sans exception, ces messieurs ont péroré sur la supériorité

anglo-saxonne avec une brutalité vraiment blessante pour des oreilles latines ; et c'est jusqu'au sénateur Casgrain qui a tenu à proclamer que "de banques représentait l'unité anglo-saxonne à travers le monde", laquelle unité assurait le triomphe de la civilisation et de la liberté !

Comme l'honorable sénateur parlait au nom du gouvernement canadien, les anciens ont dû emporter avec eux une belle idée de l'influence qu'exerce la race française au Canada.

C'était bien la peine de tant s'aplatir devant un groupe de généraux et de colonels qui, selon l'expression de la Patrie, n'ont jamais affronté que la pétarade des bouchons ni livré d'assauts qu'aux dindes truffées.

Une dépeche de New Haven (Conn.) annonce que M. James P. Bree, de cette ville, en sa qualité de secrétaire général conseil de l'ordre des Hiberniens, va tenter une poursuite au gouvernement canadien pour avoir défruct certains imprimés adressés par lui aux Hiberniens du Canada.

Parmi ces imprimés se trouvaient des copies d'une résolution bicoeurphile adoptée par les autorités de l'ordre, et c'est là l'excuse donnée par le gouvernement canadien de la violation des lois internationales dont il vient de se rendre coupable.

Mais si les zélateurs du ministère des postes ne sont pas des lâches comme tous les persécuteurs, pourquoi ne s'attaquent-ils qu'à la prose de provenance étrangère ? LES DÉBATS ne se sont pourtant jamais gênés d'attacher leurs sympathies pour les Boers et leur mépris pour les Chamberlains. Ils sont publiés dans la métropole du Canada, par des Canadiens. Que le gouvernement Laurier essaie donc, s'il le veut, de les supprimer.

M. F.-O. Asselin, hier encore reporter à la Patrie, vient d'être nommé "city editor" au Journal. La promotion de M. Asselin fait honneur aux DÉBATS dont il fut toujours un ami fidèle et un collaborateur précieux.

M. Asselin est en train de se faire un bel avenir. Sa plume, dernière à Montréal sans amis, sans protection, sans autres ressources que l'expérience acquise dans l'administration de l'armée américaine et dans les journaux canadiens de la Nouvelle-Angleterre. Il a fait son entrée au Herald comme "comptroller", est parvenu bientôt au premier rang, a été remarqué par la rédaction de la Patrie, et vient d'être appelé au Journal, au poste le plus élevé que puisse souhaiter un journaliste de son âge.

Au camarade Asselin, la rédaction des DÉBATS offre ses félicitations, et moi, qui suis quelque peu jaloux au soutien de sa famille, je lui donne le témoignage de toute mon admiration.

ENRY D'ELS

Mots de combat

I

On raisonne beaucoup sur les qualités d'un bon gouvernement. La première que j'en exigeais, et celle-là seule en suppose beaucoup d'autres, c'est de n'être point un homme à vendre.

J.-J. MOUTONNEAU,

II

La gloire des grands hommes se doit mesurer aux moyens qu'ils ont pour l'acquiescer.

LA ROCHEFOUCAULD,

III

C'est par le cœur que se mènent les hommes, et c'est le beau qui le pénètre et qui le captive.

JULIEN FAVIER

